Numéro 17
Mercredi
24 octobre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Centrafrique : les paras français chez Ange Patassé • Centre omnisports à Bercy : Chirac a choisi, les riverains contestent • L'autosatisfaction de René Monory • Mots croisés avec Marcel Debarge • Médecins en grève : le gouvernement recule • Strasbourg : vers un conflit avec les ministres des Neuf ? • Aéronautique : pour en finir avec la politique du coup par coup

Astuces médiocres et procédures biaises

Giscard et sa majorité

Parce qu'il a de plus en plus mal à sa majorité, Giscard en est réduit à gouverner au cachet d'aspirine. Faute de vouloir ou pouvoir prescrire une médication efficace, il est forcé de recourir aux médiocres astuces des procédures biaises. Qui peuvent d'ailleurs faire plus de bien que de mal. Il vient d'en connaître une expérience avec le siège européen volé en juin aux socialistes, et qu'il a bien fallu leur rendre en octobre. Le pouvoir exécutif ne s'est pas vraiment honoré en ratant une telle manoeuvre que les juges ont jugé malhonnête.

Il remet pourtant ça en jouant, maintenant, avec les règles qui fixent les conditions de la discussion budgétaire à l'Assemblée.

D'après une interprétation, pour le moins inattendue, les députés pourraient donc voter tout tranquillement les dépenses sans avoir -au préalable, selon le droit et l'usage- voté les recettes correspondantes.

Respecter la loi

«On ne l'admettrait pas un instant d'un ménage -a dit Laurent Fabius dans ce débat confus- au nom de quoi l'admettrait-on pour le Parlement ? Est-ce là une saine gestion des finances publiques ? On peut s'interroger sur la cohérence même de certains votes ! On annonce des votes de défiance, on les maintient, et une fois que la majorité de l'Assemblée s'est prononcée, certains font comme si de rien n'était».

Naturellement, ni Laurent Fabius, ni Jean-Pierre Cot -qui est intervenu dans le même sens- n'ont été entendus. Mais là encore, les juges pourraient bien avoir à trancher. Et pourraient bien encore rappeler que la loi est faite pour être respectée, même par le gouvernement et sa majorité.

Il est remarquable d'ailleurs, même si cela a été peu remarqué, que les députés R.P.R. se sont bien gardés de mettre à ce sujet le ministre en difficulté. Trop contents qu'ils étaient d'avoir joué leur petit ciné. Car enfin, ils n'ont pas non plus voté contre.

Leur détermination n'a eu que le courage de l'abstention. Et ils espèrent bien ne pas avoir à voter du tout. Ni le budget. Ni la censure.

Pas le budget parce qu'ils n'approuvent pas la politique de l'Elysée. Pas la censure, parce qu'ils ne la désapprouvent pas tout à fait.

C'est dur, mais c'est clair, non ? Comme l'orient d'un beau diamant.

Georges Fillioud

Les médecins en grève exigent

un Matignon de la santé

«Jusqu'ici je ne pensais pas que l'avenir de la médecine fut en question et maintenant je me demande si la médecine ne doit pas défendre sa place au même titre que la sidérurgie» déclare Jacques Monnier, président de la confédération des syndicats médicaux français.

90% des médecins ont fait grève hier ainsi que la presque totalité des professionnels de la santé. Cette unanimité est sans précédent dans l'histoire du syndicalisme médical.

Comment en est-on arrivé là ? Le coup de force du plan Barre-Barrot annonçant, le 25 juillet dernier, l'instauration d'une «enveloppe globale» a mis le feu aux poudres : «Barrot, dit Jacques Monnier n'a fait qu'hériter d'un plan gouvernemental, qui prend prétexte du déficit de la Sécurité Sociale pour rogner sur les dépenses de santé. Ces dernières devraient selon le gouvernement évoluer au rythme du Produit Intérieur Brut. L'enveloppe globale ne pourrait en aucun cas, être dépassée et comprendrait les prestations proprement médicales, les prothèses, les examens radiologiques, de laboratoire et les prescriptions pharmaceutiques.

(suite en page 2)

épingé

«L'univers de l'esprit retrouve en lui une mesure invariable et constante, un étalon-platine calculé sur le méridien du ciel qui ne relève pas de nos instruments d'ici-bas».

Le R.P. Bruckberger, parlant de Jean-Paul II, dans le dernier Journal du Dimanche.

Centrafrique :

Ange Patassé en danger ?

A une heure, dans la nuit de vendredi à samedi, des parachutistes français ont investi la résidence d'Ange Patassé, ancien premier ministre de la République centrafricaine et président du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain.

Ils accompagnaient le premier ministre du gouvernement de David Dacko, le vice président Maïdou et le ministre de l'intérieur. Tandis que des chars prenaient position autour de la résidence, les soldats français faisaient lever Ange Patassé et les membres de sa famille, coupaient les fils du téléphone et procédaient à une fouille en règle des différentes pièces de la maison.

Pour Madame Ange Patassé, que nous avons pu joindre par téléphone ce mardi, et à qui son mari avait réussi à faire passer un message, l'opération n'avait qu'un but : trouver un prétexte (par exemple la présence d'armes dans la maison) pour accuser de complot le principal opposant à David Dacko.

Des membres du Mouvement que préside Ange Patassé, rentrés à Paris lundi, ont communiqué une première liste d'opposants du MLPC gardés à vue depuis samedi «sur ordres conjoints du ministre de l'intérieur centrafricain et de l'ambassadeur de France Robert Picquet». Il s'agit notamment du professeur Bedaya N'Garo, doyen de la Faculté de Médecine de Bangui, du colonel André Dieudonné-Magale, de

(suite en page 4)

POSITION

Où en est notre aviation civile ?

par Alex Raymond

Délégué National Air Espace

Certes, pour le profane, tout va bien, puisqu'on enregistre quotidiennement ou presque des commandes nouvelles d'Airbus. Il ne se passe pas de jour en effet où telle Société de transports n'annonce un achat de quelques exemplaires de l'avion européen, assorti d'une prise d'option importante.

C'est un fait ; l'Airbus est le premier grand défi industriel européen et la plupart des grandes compagnies d'Europe l'ayant choisi, le succès de cet avion se confirme un peut partout dans le monde, et la percée faite aux Etats-Unis est la preuve de sa réussite.

Le Groupement d'Intérêts Economiques que représente Airbus-Industrie voit petit à petit les pays voisins adhérer. Après l'adhésion tardive de la Grande-Bretagne, la Belgique, et les Pays-Bas s'y intéressent beaucoup.

C'est donc à terme, près de 40.000 personnes qui travailleront directement ou indirectement sur l'Airbus contre, à peine, 20.000 aujourd'hui.

Devant ce succès commercial, il nous faut donc veiller à tenir les délais. Or, comme le précisait la Direction d'Airbus-Industrie, «si nous avons vendu 250 appareils en un an et demi, nous n'en n'avons produit que 25 ou 30, si bien que nos délais de livraison se sont accrus...»

Il convient donc d'accroitre la cadence qui n'est que de 2,8 par mois actuellement.

Cette cadence devra presque quadrupler en cinq années.

Investir et embaucher

La chaîne de montage actuelle semble pouvoir répondre aux nécessités du montage de deux avions A 300, et 310, mais il convient néanmoins de rester vigilant sur les problèmes d'investissements, afin de réduire les coûts de production en vue de maintenir la compétitivité.

En outre, si le développement de la sous-traitance est positif, il serait nécessaire de l'encourager par des facilités bancaires et par un statut de la sous-traitance ; je crains en effet que cet appel à la sous-traitance, lancé dans la précipitation, fasse que l'on se retrouve brusquement devant des sous-traitants disposant



Photo Yan

d'investissements insuffisants et des capacités déjà absorbées.

Il serait peut-être temps afin d'assurer un bon équilibre, que soit parallèlement pratiquée une politique d'embauche ferme, plus ouverte, faisant ainsi retomber sur les travailleurs les succès commerciaux, ce qui garantirait l'avenir de notre industrie aéronautique, donc, de ses personnels, et créerait également une confiance réciproque, gage indispensable d'un bon climat social.

Toutefois, si la division Avions de l'Aérospatiale se porte bien mieux grâce à la percée commerciale de l'A. 300, tout n'est pas pour autant réglé.

Nous avons déjà pris du retard sur le A 310 (200-220 places), sur le long courrier quadrimoteur B-11, et surtout sur l'avion nouveau 160 places, communément appelé A 200.

Ce type d'avion, qui s'inscrit parfaitement bien dans le créneau commercial actuel est réclamé par nous, socialistes, depuis des années, et à 2 reprises différentes, en 75 et en 77, Messieurs Chirac et Barre, en tant que chefs du gouvernement, en ont annoncé la réalisation comme imminente.

Nous avons suffisamment attiré l'attention des gouvernements successifs depuis bientôt dix ans sur le danger de ne pas «oser» et les années 73 à 77 ont bien failli être le tombeau de notre aéronautique, prouvant la véracité de nos craintes.

Aujourd'hui, la chance de notre réussite ne doit pas nous faire oublier que les principes déjà énoncés restent les mêmes et il serait fort regrettable qu'après une période faste, nous retombions dans une situation pire que celle d'hier, faute d'audace et de volonté politique.

Nous savons, nous, Socialistes, que le secteur de l'industrie aéronautique ne peut être séparé des autres secteurs industriels, en raison des interférences entre les technologies, - métallurgie- électronique - composants, et du fait que les retombées technologiques de l'aéronautique doivent être exploitées rapidement dans d'autres branches.

Cette constatation montre bien la nécessité d'une planification d'ensemble de l'industrie et d'une politique industrielle coordonnée.

Politique du coup par coup

Autrement dit, une politique industrielle doit être au service d'une politique économique et sociale d'ensemble.

Or, rien de semblable dans la politique actuelle ; c'est toujours du coup par coup !...

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les problèmes de l'aviation légère, des moteurs, du titane.

Concernant ce dernier, il faut en effet, savoir que l'aéronautique étant le plus gros consommateur de titane tant pour les cellules que pour les moteurs, les tonnages traités sont relativement faibles.

De ce fait, seule, la Grande Bretagne possède une usine, d'ailleurs vétuste, d'élaboration des éponges de titane.

Il y a donc pour l'industrie aéronautique une dépendance inquiétante à l'égard des grands fournisseurs (Japon- U.S.A.- Brésil et U.R.S.S.). Il serait par conséquent bon d'envisager une usine européenne sur la base des besoins européens.

Au sujet des moteurs, et sans développer ici tous les problèmes touchant à cette activité, il en est un pour lequel une solution devrait être trouvée d'urgence, c'est l'affaire du choix du moteur pour l'Airbus A 310.

On ne peut en effet laisser deux compagnies nationales défendre sur la place publique leurs intérêts qui semblent s'opposer par le seul fait de la concurrence que se livrent sur notre sol deux firmes U.S.

Il convient donc que le gouvernement trouve rapidement la solution la plus avantageuse pour le pays.

Autant de questions qui ne manqueront pas d'être évoquées lors de l'examen du budget des transports, notamment, et au cours d'autres débats.

Les médecins en grève

(suite de la première page)

Ce système tente d'opposer les intérêts des malades aux intérêts des médecins (Prescrivez moins, vos honoraires augmenteront). C'est une atteinte à la confiance du malade, à la liberté de prescription du médecin. On tue la médecine libérale en prétendant la défendre».

Vers une négociation

Protection d'intérêts corporatistes ? La Confédération s'en défend : «On accuse les médecins du déficit de la Sécurité sociale, bientôt on accusera les malades. On veut que nous réduisions les examens et les traitements nécessaires à la santé des gens. Nous pourrions même devoir faire des choix scandaleux en les refusant à certains (sur quels critères ?) parce que trop chers.»

Les médecins font remarquer à l'appui de leur thèse que de 1976 à 1978 les dépenses d'assurance maladie n'ont augmenté que de 8,5% en moyenne par personne : «L'inflation a été nettement supérieure. Quant à nos honoraires, disent-ils, ils ont augmenté ces dernières années moins vite que les salaires».

Devant l'ampleur du mouvement le gouvernement semble reculer et parle maintenant de concertation. «En effet, c'est avec le gouvernement que nous voulons négocier d'abord. Car des négociations avec les caisses d'assurance maladie, afin d'établir un système de santé conventionnellement négocié, n'amèneront à rien. Les caisses n'ont aucune marge de manoeuvre. Il faut qu'une conférence nationale, un Matignon de la Santé, soit réuni pour discuter devant l'opinion publique des problèmes de santé. Nous avons d'ailleurs reçu un accueil compréhensif de la part des grandes centrales syndicales», conclut Jacques Monnier.

Les médecins ont élaboré un contre-projet au diktat gouvernemental. «Il faut, disent-ils, établir des prévisions, mais pas une enveloppe fourre-tout qui développe une odieuse compétition à l'économie. Il faut fixer des choix de financement répartis par secteurs et établir une coordination des conventions entre les différents personnels de santé».

Quoi qu'il en soit, un «cactus» de taille pour le gouvernement.

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC MARCEL DEBARGE

Important, Marcel ! Il nous domine de ses presque deux mètres, et de ses plus de 100 kilos. La tête est puissante. Le regard mêle en permanence la fermeté et la générosité.

« J'ai commencé à travailler à l'âge de 14 ans. Un balai en main. Puis, après un stage de saute-ruisseau chez un agent de change, les PTT. Agent de service public et militant syndical, cela allait de pair. Je suis entré à la S.F.I.O en 1965, au moment où se préparaient les premières alliances de la gauche à l'échelon municipal. Et puis le P.S. et tout ce qui s'en suit ».

- Ce qui s'en suit c'est, en 1977 la conquête de la mairie du Pré-Saint-Gervais, à la porte de Paris et quelques mois plus tard l'élection au Sénat, sur la liste de Seine-Saint-Denis. On sent à l'évidence que ces titres n'ont rien changé à son action ni à son comportement.

« En avril dernier, j'ai donc été nommé Secrétaire National aux Collectivités Locales. Mon rôle est de faire passer le message politique chez les élus. Un élu est un militant dans les fonctions qu'il occupe. Et il ne doit sa position qu'au choix de son parti. Sa fonction principale : être militant, être un animateur dans sa ville ou son département. Mais, les élus ont besoin aussi d'une coordination et de conseils ; c'est là que j'interviens ».

- Dans l'immédiat, comment cela se traduit-il ?

« Je circule beaucoup en France. Nous y avons près de 30.000 élus. Actuellement nos discussions tournent autour du projet gouvernemental de réforme des collectivités locales et autour du plan de décentralisation socialiste.

« Il faut donc des rassemblements d'élus pour discuter des problèmes actuels. Par exemple, ceux qui posent les rapports PC-PS au sein des Conseils municipaux. Il y a des accords. Il faut les respecter, que l'on soit majoritaire ou minoritaire. Mais dans le cadre de l'accord, il faut s'affirmer.

« Il faut aussi discuter du statut du personnel communal, des relations entre les villes et le monde rural, des villes nouvelles etc...

- Autre rassemblement qui l'intéresse, la FNESR (Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains).

« La FNESR n'est pas un organisme de décision politique. Elle est en pleine vitalité et joue un rôle très important. Mais il faut se refuser à ce qu'elle devienne un lien d'affrontement, même si ses instances de



direction se doivent de refléter d'une certaine manière la réalité politique du P.S. ».

- Et le Sénat ?

« Le Sénat me donne la possibilité de prolonger et d'amplifier mon action. Les gens l'oublient parfois, mais le Sénat, c'est une assemblée législative, une tribune politique. Et souvent, ce qu'on appelle parfois la Haute-Assemblée domine mieux certains sujets, ceux qui concernent les libertés par exemple.

« Je dirais que le Sénat est une assemblée très attachée aux principes républicains et démocratiques. Le dédain dont certain l'entourent est peut-être dû au fait que ces principes sont moins à la mode. Il n'est pas faux de dire qu'un sénateur peut très bien développer son action sur le terrain des luttes. Et c'est dans ce sens là qu'on va.

- Un sénateur-maire, Secrétaire National de surcroît, quelle image à ton avis, doit-il donner ?

« Pour moi, il doit être discret, convivial, ferme mais sans agression. J'espère que cela me ressemble ».

● **Le Parti Socialiste apporte son total soutien à la journée d'action des enseignants en éducation physique et sportive organisée aujourd'hui 24 octobre. De plus il s'engage à s'opposer vigoureusement à l'adoption des crédits de la jeunesse et des sports dans la discussion budgétaire.**

● Nous apprenons que deux de nos camarades conseillers généraux des Vosges, Serge Beltrame et Raymond Beigue ont été sérieusement blessés lundi dernier dans un accident de la route. Nous leur souhaitons un prompt rétablissement.

LE PS ET LA DECENTRALISATION CULTURELLE

La Délégation Nationale à la Culture du Parti Socialiste s'est associée à la Journée Nationale des Maisons de la Culture et des Centres d'Action Culturelle du 22 octobre. Une délégation s'est notamment rendue au Ministère de la Culture et de la Communication, réunissant des élus socialistes, les directeurs des établissements de la décentralisation culturelle et les maires des villes concernées.

Au moment où le ministre, Jean-Philippe Lecat, affirme que « la décentralisation culturelle est une idée dépassée », le Parti Socialiste rappelle qu'au contraire elle figure à l'ordre du jour prioritaire du Projet Socialiste. Elle doit se fonder notamment sur trois principes :

- Financement par l'Etat à 50 % de l'ensemble des établissements culturels, quelles qu'en soient la taille et la vocation.
- Autonomie de gestion administrative et artistique.
- Création de nouveaux établissements.

AGENDA

24/25 OCTOBRE. Paris. **Rencontre PS** (secteur public) - Fédération de Fonctionaires F.O. et C.G.C.

25 OCTOBRE. Paris. **Rencontre PS-MODEF.**

27 OCTOBRE. Villeneuve d'Asq. **Congrès des villes nouvelles.**

27 OCTOBRE. **François Mitterand** rédacteur en chef du « Journal Innatendu » de RTL - 13 h -

27/28 OCTOBRE. Bordeaux. Conférence Nationale Santé.

28 OCTOBRE. Lomme. Célébration des 50 ans de PS d'Arthur Notebart. F.M. (*).

28 OCTOBRE. Belfort. **Fête de la Rose.** F.M.

27/28 OCTOBRE. Paris. Colloque **« les intellectuels et l'idéologie dominante »** organisé par l'Institut socialiste d'étude et de recherches. F.M.

30 OCTOBRE/2 NOVEMBRE. Lisbonne **Bureau de l'Internationale Socialiste.** F.M.

3/4 NOVEMBRE. Arras. Congrès de la Fédération des Elus. F.M.

6 NOVEMBRE. Paris. **Rencontre PS - FNSEA.** F.M.

8 NOVEMBRE. Paris. **Pot de Presse.** F.M.

(*)Les initiales F.M. indiquent la présence de François Mitterrand.

Jack Lang sera le 25 octobre **« L'invité du jeudi »** d'Hélène Vida sur Antenne 2. Il dialoguera avec le docteur Ollivenstein sur le thème « La Culture et l'Architecture ».

Riposte

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé - P.S.

RAPPEL - AUX DESTINATAIRES DU POING ET LA ROSE - RESPONSABLE - DEMAIN MERCREDI DERNIER NUMERO DU SERVICE GRATUIT DE RIPOSTE - ABONNEZ-VOUS - VITE -

Strasbourg : Budget et droits de l'Homme

L'Assemblée des Communautés Européennes tient, cette semaine, sa troisième session depuis son élection au suffrage universel. Elle sera sans doute moins agitée que celle de septembre qui avait été marquée par la polémique sur la compétence en matière de défense. L'ordre du jour prévoit un premier grand débat sur un grand sujet : la faim dans le monde.

C'est seulement dans quinze jours que l'Assemblée de Strasbourg abordera en session pleinière le budget de la Communauté pour 1980.

La discussion en commission, qui n'est pas encore achevée, fait apparaître que l'on se trouve en présence de sérieuses difficultés qui pourraient conduire, comme l'an dernier, à un conflit grave entre le Conseil des ministres des Neuf et le Parlement Européen dont la prérogative principale consiste précisément à voter le budget communautaire.

L'accroissement continu des dépenses de la politique agricole commune provoque un déséquilibre grave dans un budget dont les recettes sont plafonnées à partir d'une contribution des pays membres, qui ne peut excéder 1% de la T.V.A. collectée dans chacun d'eux. Ce plafond représenterait environ 100 milliards de francs pour 1980. Mais le seul fonds de garantie des prix agricoles qui finance le stockage des produits excédentaires (lait, beurre, sucre, etc...) en absorbe les deux tiers.

Cela laisse peu de possibilités pour développer des politiques communes permettant de lutter efficacement contre la crise qui touche l'ensemble des pays de la Communauté.

C'est pourquoi le groupe socialiste demande une refonte du système qui permette, tout en préservant les intérêts légitimes des petits producteurs, de mettre fin à une situation qui risque de conduire la C.E.E. à la paralysie.

Comme il l'a déjà fait en septembre, notamment à propos de l'Argentine, le groupe socialiste a également déposé plusieurs propositions de résolution pour dénoncer les violations des droits de l'Homme dans certains pays du monde.

Claude Estier,

Vice-Président du Groupe socialiste au Parlement Européen

M. Monory bavarde

Le gouvernement des mots

Quelle maxime appliquer au comportement de M. René Monory, le ministre de l'Economie et des Finances ? «Contre mauvaise fortune bon coeur» ? Ou bien «Cause toujours... il en restera bien quelque chose» ? Ou encore «Je parle donc je suis». Le lecteur choisira sachant que, M. Monory tient un discours sur l'économie de plus en plus éloigné de la réalité.

La quasi-totalité des experts nationaux et internationaux s'attendent à un net ralentissement de la croissance économique en 1980. Et bien M. Monory, lui, se plaît à penser «que vers la mi-1980 une reprise de la croissance s'amorcerait en Europe». En fonction de quoi ? Sûrement pas de l'action de ce même M. Monory puisque dans le même temps il exclut toute nouvelle mesure de soutien à l'économie.

«Le gouvernement des mots» c'est apparemment le sport favori du ministre de l'Economie puisque contredisant ses propres experts -ceux de l'INSEE-, il n'hésite pas à affirmer péremptoirement que la libération des prix n'a provoqué «aucun dérapage». Peut-être voudrait-il nous refaire le «coup du pétrole» en imputant pour totalité aux pays producteurs l'accélération sensible de l'inflation cette année.

Au fil de ces confidences ministérielles, publiées, mardi dans le quotidien «Forum International», M. Monory expliquait que son action tournait autour d'une idée «c'est la confiance et le respect que j'ai dans l'homme». Belle formule dont on souhaiterait qu'elle trouve une application concrète dans son propre discours.

Ce n'est pas respecter les français que leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

Centre omnisports de Bercy

L'irréparable risque d'être commis

A Bercy, Chirac a fait son choix. En tout cas pour le centre omnisports (10.000 places) qui sera prêt -c'est tout au moins l'objectif du maire de Paris- pour être inauguré juste avant les municipales de 1983.

Le projet des architectes Andrault, Parat et Guvan a été choisi par une commission des «sages» nommée par le maire. Un musée des sports pourrait y trouver place, nouvelle pomme de discorde entre Chirac et Giscard, puisqu'on prête à ce dernier l'intention d'installer le musée des sports au Parc des Princes !

Opération de prestige

Les architectes se sont remis au travail pour présenter un avant-projet définitif au Conseil de Paris dans un mois ou deux. C'est à ce moment seulement qu'il y aurait débat.

Les élus socialistes de Paris voient dans cette affaire un exemple de plus des pratiques antidémocratiques du maire. Que va-t-on faire des 30 ha restants du terrain de Bercy, demandent-ils ? Et ils dénoncent le «saucissonage» de l'opération, l'implantation d'un ensemble de prestige plutôt tourné vers le spectacle que vers le sport. Alors qu'il manque des équipements sportifs légers dans les quartiers, que ceux existants ont besoin d'être rénovés.

D'accord avec les positions du collectif des associations du quartier de Bercy -qui bien sûr n'ont pas été consultées par la mairie- ils pensent qu'un quartier village doit être créé sur ce terrain, un quartier voué à l'artisanat et au vin qui était jusque là la vocation de Bercy. Les maisons magnifiques comme celle du Beaujolais devraient être réhabilitées. Les rues déjà existantes constitueraient la trame de ce nouveau village.

Le collectif Bercy invite, le 27 octobre, les Parisiens à visiter ce quartier où une fois de plus l'irréparable risque d'être commis.

Centrafrique

(suite de la première page)

MM. François Epaye, directeur général de l'Union Bancaire et Methet-Yapende, directeur général de l'Agence centrafricaine pour la Navigation aérienne.

Depuis 48 heures, les parachutistes français en faction autour de la résidence ont été remplacés par des militaires Centrafricains. A Paris, des représentants de son Mouvement ont fait savoir lundi qu'ils craignaient pour la vie d'Ange Patassé. Ils se sont rendus en délégation à l'Elysée, porteurs d'une lettre au Président de la République, mais, éconduits, ont dû se contenter de l'expédier par la poste.

Le Parti Socialiste, dans un communiqué publié lundi, s'élève contre l'assignation à résidence surveillée d'Ange Patassé qui, venant après la décision prise par David Dacko de mettre fin aux négociations avec les leaders de l'opposition démocratique, montre avec quel mépris le gouvernement centrafricain traite les forces politiques et l'opinion publique. Le Parti Socialiste exige, en conséquence, que toute liberté d'expression et d'action soit rendue à Ange Patassé comme à tout citoyen de son pays.

Mais, fidèle à sa ligne de conduite, le gouvernement français n'a pas jugé bon, jusqu'ici, de s'expliquer sur cette nouvelle intervention directe dans les affaires intérieures de Centrafrique.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à ;
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.